



DISCOURS ET ENTRETIENS

de Son Excellence
le Général-Major HABYARIMANA Juvénal
Président de la République Rwandaise
et Président-Fondateur du
Mouvement Révolutionnaire National
pour le Développement

Edition 1977

MESSAGE DU CHEF DE L'ETAT A LA NATION A L'OCCASION DU NOUVEL AN 1977

Excellences Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire,

Il est de tradition que le début de chaque année soit une occasion de présentation des voeux. Nous sommes sensibles à ceux que vous venez d'exprimer, à travers votre Doyen, à Notre égard, à celui de Notre famille et de tout le Peuple rwandais.

Nous sommes heureux à Notre tour de vous exprimer, à chacun de vous et à vos familles, au nom de tous les militants et de toutes les militantes du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, Nos meilleurs voeux de bonheur tout au long de l'Année 1977. Nous prions également chacune de Vos Excellences de transmettre aux Chefs d'Etat et de Gouvernement que vous représentez et à travers eux, à vos Peuples respectifs, nos voeux de bonheur, de paix et de prospérité.

Profitant de cette occasion, Nous tenons à adresser à chacun de vous Nos chaleureuses félicitations pour l'effort personnel déployé en vue du renforcement de nos relations et de l'amélioration de la coopération entre vos pays et le nôtre. La compréhension rencontrée lorsque notre pays dut affronter la crise d'approvisionnement en carburant, ainsi que l'amorce d'une réponse favorable à Nous aider à parer à l'insuffisance des récoltes pour nos populations, insuffisance due aux intempéries imprévisibles, à nos méthodes agricoles encore à faire évoluer et à l'inexistence des moyens de stockage et de répartition, sont un témoignage et un motif suffisant pour Vous traduire les remerciements du Peuple rwandais. Puisse 1977 être une occasion pour donner à cette coopération une dimension plus large, plus dynamique, plus agissante et plus humaine dans l'intérêt de nos Peuples respectifs et de la paix dans le monde, de cette paix qui ne peut être réalisée sans l'apport effectif et l'engagement sincère de chacun de nous.

Mais nous sommes conscients que les efforts faits pour la réalisation de la paix entre les hommes n'atteignent pas tous les résultats escomptés. Si Nous avons des motifs d'être satisfaits en cette fin d'année en voyant la paix consolidée chez nous et les bonnes volontés se multiplier sur le plan mondial en vue de rapprocher ou de réconcilier ceux que les conflits ont séparés. Nous devrons par ailleurs constater des déceptions là-même où de larges couches de populations de cette planète avaient placé leurs plus grands espoirs.

Alors que l'action de Notre Peuple est allée s'approfondissant pour améliorer les assises de sa tranquillité et de son unité, pour donner plus de vigueur à ses relations inter-africaines et planétaires, Nous devons constater et regretter que l'année 1976 s'achève sur une réalité toujours pénible que sont la répression et massacres qui continuent de s'abattre sur une partie de Nos frères Africains. Puisse cette année être pour les oppresseurs de ces peuples, la dernière chance pour comprendre que l'ère des colonisations est révolue et que le temps n'est pas loin où leurs armes devront se taire devant la ferme détermination et la volonté invisible de leurs victimes à se libérer du joug d'une minorité égoïste et sans morale.

Fidèles aux idéaux de Notre Mouvement, nous réaffirmons Notre soutien total à ces peuples en lutte pour recouvrer leur liberté. Le Peuple rwandais est conscient de la nécessité et de l'utilité pour lui et pour l'Afrique d'une libération rapide et totale du continent. C'est pourquoi, il apporte son aide et son appui, à sa mesure, à nos frères jusqu'à leur victoire finale contre leurs sanguinaires dominateurs.

Mais l'année 1976 fut aussi une année de grandes déceptions dans le domaine de l'économie mondiale. La restructuration du commerce international dans laquelle le tiers monde avait placé tant d'espoirs pour endiguer les fluctuations de son économie, la réforme du système monétaire international qui aurait favorisé la correction des termes de l'échange, demeurent des écueils auxquels les pays sous-équipés se heurtent de plus en plus pour leur plus grand appauvrissement. On a pu espérer que les rencontres internationales dont la réunion de la CNUCED à Nairobi, celle des Nos-alignés à Colombo ainsi que les négociations de Paris dans le

cadre du Dialogue Nord-Sud, pour ne citer que celles-là apporteraient un début de solution aux problèmes soulevés dans l'ordre économique mondial en perturbation. Mais les égoïsmes n'ont pas permis que soient satisfaites les aspirations de ceux qu'une solidarité de plus en plus agissante ainsi que leur nombre de plus en plus croissant ont conduit à s'unir dans une lutte commune pour leur mieux-être et dans l'intérêt de la paix internationale.

Cependant, malgré ces écueils qui handicapent le progrès du tiers monde et tendent à augmenter les tensions entre les Nations. Nous pensons qu'il est de l'intérêt des pays riches comme des pays pauvres de se convaincre que la survie des unes et des autres a son fondement dans leur solidarité dont doivent témoigner une juste répartition des richesses entre les hommes et un juste équilibre entre les nations. Le progrès ne doit pas rester l'apanage de quelques pays, comme la misère ne doit nullement constituer l'héritage d'une grande partie de l'humanité.

Militantes, Militants du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement,

L'avènement de la Deuxième République a suscité de grands espoirs pour un mieux-être et une meilleure société. Notre premier devoir est de soutenir, maintenir et renforcer l'élan généreux et unanime avec lequel vous avez reçu l'acte historique du 5 juillet 1973 comme un acte destiné à promouvoir le progrès national.

Notre engagement et Notre volonté à aller de l'avant dans la construction du bonheur du Peuple rwandais demeurent fermes et sans équivoque. Après avoir proclamé 1974, année agricole, 1975, année de l'augmentation de la production, Nous avons fait de 1976 l'année du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, manifestation suprême de Notre détermination à consolider, après l'avoir favorisée, l'unité de Notre Peuple.

Au seuil de l'année qui s'achève, Nous annoncions que 1976 verrait le déploiement et l'implantation de tous les organes du Mouvement pour soutenir sur sa lancée l'action entreprise le 5 juillet 1973. Nous disions que ces organes du M.R.N.D. seraient des foyers d'inspiration, de communion de pensées et d'initiatives, qu'ils orienteraient la conception et la programmation du développement

national. Et Nous ajoutions que Nous voulons qu'ils constituent des centres de réflexion et d'action, d'où jaillisse constamment la promotion réelle des intérêts communautaires.

Ces différents organes de Notre Mouvement sont déjà en place et sont à l'oeuvre.

Le Manifeste du M.R.N.D. dit:

« Le moment est venu, pour le développement d'une mentalité et d'une conscience nationale propres à un Peuple déterminé à se rendre maître de son destin ». Les organes du Mouvement doivent donc se savoir premiers liés par ce principe, ils doivent être réellement à la base de la rénovation de l'homme rwandais et de la société rwandaise.

Mais dans cette marche, dans ce cheminement qui mène au progrès du pays, il importe d'éviter toute dispersion d'énergies dans l'action.

Le 1^{er} août 1973, nous avons déclaré que: « Ce que la nouvelle équipe gouvernementale peut promettre au Peuple rwandais, c'est de s'attaquer à tous ces problèmes socio-économiques avec plus d'imagination, plus d'efficacité, plus de réalisme.

Tout d'abord un Plan directeur doit être élaboré où seront inscrits les programmes à court et à moyen terme. Le programme doit être réaliste et tenir compte des possibilités de nos ressources ».

Fruit de recherche et de réflexion en profondeur sur les problèmes du développement de Notre Pays, ce Plan va paraître bientôt et sera un instrument, un guide pour Nous aider à solutionner les problèmes socio-économiques très complexes qui Nous sont posés. Il aidera chaque responsable, chaque militant au sein du Mouvement à répondre efficacement aux exigences nouvelles de notre société.

Le document qui donc sera bientôt à notre disposition sera un instrument de référence pour le Gouvernement et pour tous ceux qui auront à le mettre en pratique dans les choix économiques, sociaux et culturels des cinq prochaines années.

Il réclame un changement des mentalités par une mobilisation de toutes les forces vives de la Nation en vue de leur participation à la réalisation du nouveau programme national de développement et nous invite tous à prendre conscience de notre responsabilité

collective pour sortir de l'ornière du sous-développement et à répondre massivement à l'appel vers l'action.

Nous souhaitons que toutes les militantes et tous les militants rassemblés au sein du M.R.N.D. voient dans ce nouveau Plan Quinquennal 1977-1981 un cri d'espoir pour l'avenir, un appel à la confiance en notre capacité de développement et à l'action pour atteindre les objectifs qui y sont définis. Nous sommes convaincus que le courage de Notre Peuple et les ressources abondantes en force de travail peuvent compenser l'insuffisance de nos ressources financières.

Et comme nous le disions le 27 septembre 1974, l'objectif de produire plus est pour nous Rwandais, moins une option politique qu'un problème de survie pour nous-mêmes et pour nos enfants.

Néanmoins, Nous savons que tout en comptant sur Nos propres forces pour surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin de notre développement, nous devons tenir compte de l'époque que nous vivons, où l'interdépendance économique entre tous les pays nous invite à renforcer la coopération inter-régionale et à développer les échanges commerciaux avec tous les pays épris de paix et de progrès.

Le Gouvernement rwandais a tenu compte de ces impératifs lorsqu'il s'est agi de dégager des domaines abordés par le Plan une politique cohérente et quand il a fallu déterminer les actions de développement à mener au cours des cinq prochaines années.

Ces considérations Nous ont amené à assigner au Deuxième Plan Quinquennal les quatres missions suivantes qui constituent la stratégie globale de développement définie par le Gouvernement:

- 1^o Satisfaire les besoins alimentaires de la population.
 - 2^o Promouvoir une meilleure utilisation des ressources humaines.
 - 3^o Améliorer les conditions de vie collectives et individuelles de la population.
 - 4^o Améliorer la position du Rwanda vis-à-vis de l'extérieur.
- Ces missions s'inscrivent dans la dynamique du développement dépassant la période du seul Plan quinquennal; elles impliquent en effet la mise en place de nouvelles structures politiques, écono-

miques, administratives et sociales compte tenu des impératifs de développement.

Tous les secteurs de la vie nationale doivent viser la production. Ils seront donc organisés de façon à exploiter toutes les ressources nationales et les possibilités ouvertes par la coopération internationale.

Sur le plan sectoriel, cinq grands secteurs seront réorganisés: il s'agit du développement rural basé sur l'agriculture des mines, industries et artisanat des services économiques des infrastructures et du développement social, culturel et administratif.

Le secteur agricole qui occupe plus de 90 % de notre population doit être mieux encadré, mieux stimulé pour augmenter et diversifier les productions destinées à l'alimentation, à l'industrie agricole et à l'exportation.

Ce secteur devra non seulement assurer la survie d'une population en accroissement continu mais encore, par une spécialisation agricole et l'amélioration du système de stockage et de répartition des récoltes, parer aux disettes périodiques qui résultent partiellement de notre organisation encore insuffisante en ce domaine.

L'effort entrepris pour les cultures industrielles et d'exportation doit être redoublé.

Pour le secteur industriel, un programme complexe intéressant à la fois les industries extractives, les industries de transformation de nos matières premières et les industries manufacturières de substitution aux importations sera mis au point. Des mesures économiques et financières doivent être prises pour favoriser leur promotion (Code des investissements, réorganisation du crédit, création du bureau de promotion industrielle...).

La création d'emplois nombreux dans l'industrie et dans l'artisanat est un des instruments de décongestion des exploitations agricoles. Son développement est donc primordial pour garantir l'avenir de Nos enfants.

Dans ce secteur industriel les nationaux doivent recevoir un encouragement qui les pousse à l'investissement.

Le développement des services économiques, étant lié à l'évolution des productions aussi bien agricoles qu'industrielles, dépend également des infrastructures mises en place.

Parmi ces infrastructures, les voies de communication vers l'extérieur et entre les différentes régions du Pays et l'infrastructure énergétique occupent une place privilégiée. C'est pourquoi leur part dans les investissements prévus dans le cadre du Plan quinquennal est la plus importante après le développement rural qui吸orbe environ la moitié des opérations de financement escompté. Nous savons que les besoins du Pays dans ce secteur sont immenses. Le choix des priorités s'impose particulièrement en tenant compte des justifications économiques.

La réalisation des infrastructures est aussi créatrice d'emplois. Aussi l'utilisation des techniques à haute intensité de main-d'oeuvre sur les chantiers de travaux publics est-elle à imposer de manière systématique.

Le développement social, culturel et administratif est le cinquième secteur retenu dans le Plan. Il vise la promotion des ressources humaines. Même si ce domaine est abordé en dernier lieu, il n'en constitue pas moins la clé de voûte du développement, car l'Homme est l'instrument principal et la finalité du progrès économique. C'est pourquoi les services sociaux, sanitaires, culturels et administratifs doivent s'organiser de façon à améliorer la productivité du travail et les conditions de vie collectives et individuelles. La ruralisation et la professionnalisation de l'enseignement, le développement de la médecine de masse, l'organisation du marché de travail et le renforcement de la commune pour en faire la base du développement, tels sont les principaux objectifs de développement de ce secteur.

Les équipements socio-économiques des communes, la création des infrastructures administratives, sociales et de formation devront viser cette fin. Les besoins sont particulièrement vifs pour le monde rural, ils sont aussi ressentis en milieu urbain notamment dans les quartiers les plus densément peuplés.

En définitive, les orientations et les objectifs du Plan 1977-1981 visent à déterminer un accroissement des productions nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de Notre Peuple et au développement du Patrimoine National par une meilleure utilisation des ressources du Pays, l'aide extérieure servant d'appoint. Tout sera mis en oeuvre pour mobiliser les énergies et canaliser les ressources

financières disponibles dans les secteurs productifs sans négliger bien entendu les dépenses nécessaires pour assurer notre sécurité.

La main-d'oeuvre est abondante, mais il faut l'utiliser rationnellement et la former, compte tenu des débouchés sur le marché du travail.

Par contre, nos ressources financières internes sont limitées, eu égard aux besoins de financement. L'assainissement du budget devra donc être assuré par un ajustement progressif des dépenses des divers départements ministériels selon les priorités de production et de sécurité.

L'amélioration de la gestion du personnel et la programmation sérieuse des équipements constituent également les mesures d'assainissement de la gestion des Finances Publiques, parallèles au renforcement du contrôle de gestion des organismes parastataux.

Nous rappelons également aux responsables des entreprises privées l'urgence que réclame le principe affirmé par le Manifeste que « Pour aiguiser leur conscience professionnelle et les inciter à un meilleur rendement, les travailleurs des Industries et Sociétés seront progressivement associés aux études de planification de la production et à la gestion des entreprises ».

Le choix des investissements doit aussi être mieux rationalisé grâce à la fixation des critères de sélection des projets et à l'amélioration des procédures de présentation et de gestion des projets réalisés sur financement public.

Rwandaises, Rwandais,

Même si nous assainissons nos Finances Publiques et que nous faisons appel à la solidarité internationale, les bases du développement auto-entretenu ne peuvent être solides que si collectivement et individuellement, toute la population active contribue à l'effort de construction nationale dans le cadre d'investissement-travail, chacun dans son secteur d'activité. Les réalisations enregistrées dans le cadre des travaux communautaires de développement démontrent ce dont un peuple mobilisé à des fins de développement est capable. Ces travaux seront planifiés dans le cadre des objectifs socio-économiques retenus. Le renforcement du personnel d'encadrement au niveau communal et la mise à la disposition des communes des

moyens complémentaires aux ressources locales permettront de soutenir l'effort de la population.

Aussi le Plan quinquennal 1977-1981 insiste-t-il sur cet investissement-travail. L'année 1977, année de démarrage de ce Plan, Nous la voulons année de l'effort national, année de l'effort de chaque Rwandais pour la construction de notre Pays. Année au cours de laquelle l'UMUGANDA doit être plus exploitée et plus rentabilisée.

Enfin, des études approfondies en matière socio-démographique devront dégager des éléments objectifs de maîtrise de la croissance démographique en liaison avec la valorisation des ressources humaines qui constituent, avec nos paysages et notre climat, les meilleurs atouts pour l'avenir.

Dans le domaine social, le Manifeste affirme que « le système actuel de l'habitat dispersé ne permet pas de faire bénéficier le plus de citoyens possible des avantages de l'infrastructure socio-économique ni de planifier rationnellement le développement rural. Aussi le Mouvement préconise-t-il la suppression progressive de ce système. Les étapes indispensables au changement des mentalités doivent néanmoins être respectées ».

Nous pensons que le moment est venu pour que nous envisagions les meilleures méthodes pour programmer l'exécution de cette injonction du Manifeste de notre Mouvement. Parallèlement à cette programmation, nous devons être préoccupés davantage de l'amélioration de l'habitat. Aussi avons-nous baptisé l'année 1977, « année de l'Habitat ». Nous souhaitons donc qu'au cours de cette année les services spécialisés et principalement la Caisse Hypothécaire soient dotés de moyens et fassent l'effort nécessaire pour la construction des maisons tant pour les employés du secteur public que du secteur privé.

Nous souhaitons également que les différentes entreprises privées multiplient le programme de construction de logements pour leur personnel de tout rang. Nous demandons enfin à chaque Rwandais un effort spécial pour améliorer davantage son habitat et de préférence avec les matériaux locaux.

Le Mouvement ne commande-t-il pas que « tout citoyen jouisse des meilleures conditions pour être plus utile à la société en

valorisant au maximum ses capacités physiques, intellectuelles et morales »? Nous pensons qu'un meilleur habitat est une des conditions d'un rendement optimal.

Cette politique générale du Gouvernement qui vise essentiellement un accroissement des activités du pays par une plus grande participation de sa population est complétée par des orientations concrètes au niveau des politiques sectorielles.

Pour le secteur rural, le mot d'ordre est à l'intensification et à la diversification des activités agricoles. Les instruments de cette politique sectorielle sont principalement centrés sur la formation, l'animation et l'encadrement au niveau des Cellules du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement qui doivent être des cellules de production.

Les services agricoles préfectoraux et communaux chargés de l'animation et de l'encadrement des paysans devront donc être réorganisés et étoffés pour soutenir une action de production dans le cadre de communes rurales rénovées.

La ruralisation de l'enseignement primaire devra être généralisée et les centres de formation post-scolaire tels que les CERAR devront être restructurés et multipliés pour satisfaire cet impératif qu'est la formation des jeunes ruraux.

La rareté des terres arables disponibles pour la création de nouvelles exploitations conduit à l'adoption d'une politique de rationalisation foncière dont le but exclusif est d'écartier une fois pour toutes les pratiques de sous-exploitations propres aux unités de culture disproportionnées à la main d'oeuvre disponible.

En dehors des réformes institutionnelles, telles que la réforme de l'enseignement, la réforme des structures rurales, la réforme administrative communale et le mouvement coopératif, jugées indispensables, le développement rural du pays reposera encore longtemps sur un ensemble de projets financés, la plupart du temps sur aide extérieure. Une stratégie des choix doit présider à la sélection des projets, qui évite la dispersion et le gaspillage des moyens humains et financiers disponibles. Notre Gouvernement accordera par conséquent la priorité à ceux des projets qui se présentent à la fois comme des actions intégrées ou globales et comme des

instruments de promotion du mouvement rural du monde par lui-même.

Pour le secteur du développement industriel, artisanal et minier, nous devons renforcer le Bureau de Promotion industrielle et créer un Bureau National d'Etudes pour préparer, par des études appropriées, l'implantation d'industries nouvelles. De même, l'encadrement de l'artisanat et l'organisation de services coopératifs aux artisans en vue d'un renforcement des activités de ce secteur doivent être mis en oeuvre dans les délais les plus brefs.

Militantes, Militants,

Voilà, sans complaisance, la situation socio-économique de Notre pays et les perspectives de son développement. Nous Nous rendons ainsi compte que les moyens à mettre en oeuvre en vue de la réalisation des objectifs du Plan sont très complexes.

La politique de développement énoncée par le Gouvernement intéresse tous les secteurs de l'Economie; elle s'adresse à tous les cadres et à tous les Rwandais.

Pour atteindre les objectifs de production, Nous devons compter tout d'abord sur la participation active de chacun d'entre Nous:

- Pour l'agriculture, par un plus grand effort de production des produits vivriers et par un plus grand soin apporté aux cultures industrielles, par l'utilisation des techniques culturales modernes vulgarisées par les agronomes communaux (lutte anti-érosive, semences sélectionnées, fumure, drainage et irrigation des marais notamment).
- Pour les ouvriers des mines et des industries, par un travail plus intensif et par la prise de conscience de leur rôle dans la construction d'une Nation plus riche.
- Pour les cadres des administrations communales, pour les cadres des administrations préfectorales et pour ceux de l'administration centrale, quels que soient leurs fonctions et leurs rôles dans la collectivité, leur participation au programme de développement du pays doit se matérialiser par des initiatives concrètes au niveau des services, par une plus grande discipline dans le travail et une prise de conscience de la responsabilité de

chacun dans la réalisation des opérations de développement. L'administration doit être l'animateur principal du développement; si elle ne peut pas tenir effectivement ce rôle, elle aura failli à sa mission.

La participation de tous au programme de développement du pays nécessite une orchestration des opérations tant au niveau national qu'au niveau communal. Une décentralisation des institutions s'avère indispensable pour faciliter la mise en œuvre d'actions efficaces en milieu rural. La commune et l'administration communale, secondées par les responsables des cellules du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, seront appelées à jouer un rôle plus important dans la conduite des opérations de développement notamment en milieu rural où les efforts de production devront être les plus importants.

Le recyclage des Conseillers communaux et des responsables des Comités de Cellules est donc envisagé pour les sensibiliser davantage à cette action.

Le développement rural devra être intégré à ce niveau; ce qui implique une véritable harmonisation entre la production et la commercialisation, entre la production, l'infrastructure et les équipements.

Au niveau de l'administration centrale, une décentralisation des responsables s'avère nécessaire pour une élaboration plus rapide des projets et un meilleur contrôle de leur exécution.

Et au niveau des sociétés à participation publique, sociétés dites parastatales, un effort sera entrepris pour améliorer leur gestion et l'organisation de leurs activités. Les responsabilités dans ce domaine, seront confiées à des professionnels de la gestion des entreprises et de l'organisation.

Le secteur du commerce et des services est appelé à jouer un rôle actif dans le cadre des nouvelles orientations du développement. L'intervention de ce secteur dans le domaine des produits vivriers dans le pays est fortement encouragée en vue de créer des débouchés pour les surplus agricoles de certaines régions et d'assurer un approvisionnement régulier des principaux marchés du pays. Une réorganisation et un renforcement de l'OPROVIA parallèlement à une extension des activités des coopératives de

commercialisation et de stockage seront entrepris en priorité dans le courant de l'année 1977.

Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire,

Toutes ces réalisations envisagées dans le cadre du plan 1977-1981, et dont dépend le développement de Notre pays, ne peuvent être prises en charge par les seules ressources du pays. La création d'infrastructures nouvelles, la mise en oeuvre de projets de développement rural intégré, la création d'industries nouvelles et l'implantation de centres de formation et de centres de santé nécessitent des capitaux importants et de techniciens compétents dont le pays ne dispose pas encore suffisamment. L'Assistance extérieure d'organismes internationaux et de pays amis permet de combler certaines lacunes de notre administration et de notre économie. Cette Assistance doit être utilisée avec discernement et sans gaspillage car, pour appréciable qu'elle soit, elle n'en reste pas moins insuffisante pour combler tous nos besoins.

Une concertation entre le Gouvernement et les organismes d'aide est envisagée dans le cadre d'une Table Ronde. Cette concertation vise une meilleure affectation des ressources mises à la disposition du pays pour un développement harmonieux de son économie. Le Gouvernement se propose de prendre progressivement davantage d'initiatives dans l'utilisation de l'aide extérieure au fur et à mesure qu'il maîtrisera mieux, par une programmation rigoureuse des investissements publics, les rouages de l'économie du pays. Nous souhaitons vivement que la confiance des financiers extérieurs soit à la mesure de notre effort de coordination et d'intégration des actions de développement.

L'aide extérieure constitue et constituera encore au cours des prochaines années une source appréciable de financement des projets de développement. Nous la souhaitons plus massive et mieux adaptée aux priorités de Notre Plan National de Développement. Vu que Notre pays est classé parmi les cinq pays les moins avancés du monde, Nous espérons que les pays développés prendront des mesures spéciales d'aide en tenant compte de notre situation particulière de pays enclavé, au bas revenu et faisant face à une démographie galopante.

Rwandaises, Rwandais,

L'objectif final de nos efforts dans le cadre du prochain plan vise la prise en main de notre propre destinée. L'indépendance effective de notre pays se construit par un effort de développement de tous les jours. La participation de chacun à cet effort dans le cadre d'une économie plus humaine et plus sociale est le seul garant du succès de notre entreprise.

C'est sur ces objectifs et orientations qui complètent et précisent Notre programme général tracé le 1^{er} août 1973 que Nous devrons concentrer notre action durant le quinquennal qu'ouvre la Nouvelle Année 1977.

Nous nous sommes assigné comme devoir, dans le cadre de Notre Mouvement, de planifier et d'organiser l'économie du pays de manière à exploiter rationnellement toutes les ressources nationales en vue de répondre aux besoins toujours croissants de la collectivité nationale.

Nous profitons de la présente occasion pour renouveler Notre appel à tous et à chacun d'entre vous afin que nous réalisions tous ensemble ces objectifs. La contribution individuelle et collective à cette œuvre nationale de reconstruction est une des conditions indispensables à l'amélioration de notre niveau de vie et du bien-être de la société. Notre bonheur et notre survie dépendent essentiellement du sérieux dont sera marquée notre action dans la réalisation du plan que Nous allons lancer.

Mais Nous pensons que pour la réussite d'un programme aussi étendu, une plus grande discipline sera exigée de tous, gouvernants et gouvernés, dirigeants et dirigés tant du secteur public que du secteur privé. Comme chacun de vous peut compter sur Nous, Nous nous croyons autorisé à faire appel à vous tous et à compter sur chacun dans l'intérêt même de la Nation.

Excellences Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire,

Militantes et Militants du M.R.N.D.,

Nous voulons terminer ce message en Vous souhaitant tous une bonne et heureuse année 1977. Qu'elle soit bonne et heureuse

pour vous, pour vos familles, qu'elle vous donne beaucoup de satisfactions dans vos occupations et soit remplie de réussites dans ce que vous entreprendrez. Qu'elle soit pour tout le Peuple rwandais, une année de plus de joie et de tranquillité, une année riche en efforts dans la recherche commune du mieux-être national.

A tous Nous disons BONNE ANNÉE 1977, année de l'Habitat.

Vive le Peuple rwandais,

Vive la Paix internationale.